

Mars 1861

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne**

Band (Jahr): **31 (1861)**

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

rité ou d'un fonctionnaire étranger, l'arrestation d'un individu, vous vous adresserez immédiatement au Conseil-exécutif, pour faire confirmer cette mesure et obtenir l'extradition du fugitif par la voie diplomatique, attendu que ce n'est qu'en suivant cette marche que le succès peut être considéré comme certain.

Vous joindrez à votre registre des mandements et instructions la présente circulaire, qui sera en outre insérée au bulletin des lois et décrets.

Berne, le 13 février 1861.

Le Directeur de la justice et de la police,
P. MIGY.

ARRÊTÉ

complétant celui du 19 avril 1858, relatif aux indemnités des membres du Conseil d'administration de la Banque cantonale.

(21 mars 1860.)

LE CONSEIL-EXÉCUTIF DU CANTON DE BERNE,

Dans le but de compléter l'arrêté du 19 avril 1858, concernant les indemnités et vacations des membres du Conseil d'administration de la Banque cantonale,

ARRÊTE :

Article premier.

Indépendamment de l'indemnité de 1 fr. 50 c. qui leur est allouée pour frais de déplacement, les membres

du Conseil d'administration domiciliés à une distance d'au moins 10 lieues de la capitale, toucheront une vacation de 10 francs pour le voyage et autant pour le retour.

Art. 2.

Le présent arrêté, qui entre immédiatement en vigueur, sera inséré au bulletin des lois.

Berne, le 21 mars 1861.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le Président,

SCHENK.

Pour le Secrétaire d'Etat:

Le Substitut de la Chancellerie,

V. MÜLLER.

ARRÊTÉ

du Conseil fédéral, du 16 mars 1861, touchant l'habillement et l'armement des instructeurs fédéraux et des aspirants des armes spéciales.

(21 mars et 2 avril 1861.)

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE,

Voulant mettre en harmonie avec le nouveau règlement sur l'habillement, le règlement sur l'habillement et l'armement des instructeurs fédéraux, du 28 novem-

bre 1851 *), ainsi que la disposition réglementaire du 27 novembre 1857, touchant l'habillement des aspirants des armes spéciales,

ARRÊTE :

Article premier.

L'habillement et l'armement des instructeurs fédéraux sont fixés comme suit :

Le schako est remplacé par le képi tel qu'il est décrit à l'art. 3 du règlement du 17 janvier 1861. Les garnitures demeurent les mêmes. Pompon écarlate sans flamme.

Gants en peau blanche, comme ceux des officiers.

Les instructeurs de l'artillerie et de la cavalerie conservent le sabre de cavalerie, mais en ceinturon d'officier. Les autres instructeurs portent le sabre actuel, aussi en ceinturon d'officier.

Art. 2.

L'habillement et l'armement des aspirants-officiers des armes spéciales sont fixés comme suit :

Coiffure pareille à celle des officiers de l'arme respective, sans numéro de compagnie. Bonnet de police pareil à celui des officiers. Tunique comme les officiers de la même arme sans brides d'épaulettes.

Pantalon, pareil à celui de la troupe; demi-bottes pour l'artillerie et la cavalerie, avec éperons de la couleur des boutons.

Capote de soldat; pour l'artillerie et la cavalerie, manteau de cavalerie; sabre et ceinturon comme les officiers de la même arme.

*) Voir Recueil officiel, tome III, page 29.

Art. 3.

Les prescriptions des règlements sur l'habillement et l'armement des instructeurs fédéraux, du 28 novembre 1851, qui sont contraires à la présente disposition, ainsi que l'art. 42 du règlement général sur le choix des recrues et la tenue des écoles militaires fédérales du 25 novembre 1857 *), sont abrogés.

Les prescriptions sur l'habillement et l'armement des instructeurs fédéraux et des aspirants seront insérées dans la rédaction définitive du nouveau règlement d'habillement.

Berne, le 16 mars 1861.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

J.-M. KNÜSEL.

Le Chancelier de la Confédération,

SCHIESS.

*) Voir Recueil officiel, tome V, page 646.

LE CONSEIL-EXÉCUTIF DU CANTON DE BERNE

ARRÊTE :

L'arrêté fédéral ci-dessus sera inséré au bulletin des lois et décrets.

Berne, le 2 avril 1861.

Au nom du Conseil-exécutif :

Le Vice-président,

P. MIGY.

Le Secrétaire d'Etat,

BIRCHER.
